

ASSOCIATION DIOCESAINE DE BELLEY-ARS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Assemblée générale en date du 20 juin 2025

Exercice clos le 31 décembre 2024

Grant Thornton SAS

SAS d'Expertise Comptable et de
Commissariat aux Comptes
Cité Internationale
44 quai Charles de Gaulle
CS 60095 69463 Lyon Cedex 06

ASSOCIATION DIOCESAINE DE BELLEY-ARS

association

31 rue du Docteur Nodet

01004 BOURG EN BRESSE Cedex

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS **Exercice clos le 31 décembre 2024**

Au conseil d'administration de l'ASSOCIATION DIOCESAINE DE BELLEY-ARS

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le conseil d'administration nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION DIOCESAINE DE BELLEY-ARS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du Conseil d'Administration.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le : 19 juin 2025 à : Lyon

Le commissaire aux comptes
Grant Thornton SAS
Membre français de Grant Thornton International
Luc WILLIAMSON, Associé

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'L' followed by a series of loops and a final horizontal stroke.

DIOCESAINE DE BELLEY ARS

Actif			Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
		Frais de recherche et développement				
	Immobilisations incorporelles	Donations temporaires d'usufruit				
		Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	284 812	267 333	17 478	2 781
		Immobilisations incorporelles en cours				
		Avances et acomptes				
	TOTAL		284 812	267 333	17 478	2 781
	Immobilisations corporelles	Terrains	3 552 322	476 841	3 075 480	3 082 980
		Constructions	36 205 378	23 855 351	12 350 026	12 588 572
		Inst.techniques, mat.out.industriels	5 061 069	4 426 069	635 000	560 032
		Immobilisations corporelles en cours	739 703		739 703	921 960
		Avances et acomptes				
	TOTAL		45 558 474	28 758 263	16 800 211	17 153 546
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés		612 538		612 538	603 139
Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations et créances rattachées	5 669 549	16 000	5 653 549	5 573 549	
	Autres titres immobilisés	1 765 256	11 291	1 753 965	1 715 369	
	Prêts	166 771		166 771	181 388	
	Autres	59 120		59 120	59 120	
	TOTAL	7 660 697	27 291	7 633 405	7 529 427	
Total I		54 116 522	29 052 888	25 063 634	25 288 894	
Actif circulant	Stocks et en cours		325 528		325 528	260 565
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés	131 285		131 285	131 834
		Créances reçues par legs ou donations	157 422		157 422	352 357
		Autres	1 961 118		1 961 118	1 240 673
		TOTAL	2 249 826		2 249 826	1 724 866
	Divers	Valeurs mobilières de placement	7 755 124		7 755 124	6 360 967
		Instruments de trésorerie	80 640		80 640	
		Disponibilités	2 942 431		2 942 431	4 850 224
		Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	53 070		53 070	39 482
	Total II		13 406 621		13 406 621	13 236 106
Frais d'émission des emprunts III						
Primes de remboursement des emprunts IV						
Ecart de conversion Actif V						
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		67 523 144	29 052 888	38 470 255	38 525 001	
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				13 749	

DIOCESAINE DE BELLEY ARS

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	3 188 475	3 188 475
	Fonds propres complémentaires	4 003 564	4 003 564
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	2 666 900	2 666 900
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	480 662	480 662
	Report à nouveau	15 453 893	14 146 531
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	-251 018	1 307 362
	Situation nette (sous-total)	25 542 477	25 793 496
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	40 653	52 304
	Provisions réglementées		
Total I		25 583 131	25 845 801
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations	825 109	835 227
	Fonds dédiés	4 341 359	4 167 526
	Total II	5 166 469	5 002 754
Provisions	Provisions pour risques	200 656	
	Provisions pour charges	2 149 142	2 303 844
	Total III	2 349 798	2 303 844
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	1 783 093	2 117 517
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾	2 020 652	1 885 338
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	191 284	167 480
	Dettes des legs ou donations	10 118	30 285
	Dettes fiscales et sociales	313 173	337 315
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	18 494	8 839
	Autres dettes	994 628	799 940
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	20 556	8 150
Total IV		5 352 002	5 354 867
Écart de conversion Passif V		18 853	17 734
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		38 470 255	38 525 001
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

DIOCESAINE DE BELLEY ARS

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	25 857	27 904
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	495 512	514 680
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	560 099	592 865
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation		
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	5 309 195	5 257 084
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie	532 298	704 754
	Contributions financières	201 060	210 908
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	793 045	706 383
	Utilisations des fonds dédiés	221 246	258 434
	Autres produits	367 019	411 708
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I		8 505 334	8 684 726
Charges d'exploitation	Achats de marchandises	303 270	323 594
	Variation de stocks	-66 688	-6 836
	Autres achats et charges externes (1)	3 618 678	3 070 239
	Aides financières	235 088	179 209
	Impôts, taxes et versements assimilés	294 696	289 011
	Salaires et traitements	1 930 929	1 891 489
	Charges sociales	811 852	791 939
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 114 780	1 099 273
	Dotations aux provisions	258 885	124 084
	Reports en fonds dédiés	399 256	299 266
	Autres charges	146 701	130 171
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II		9 047 452	8 191 441
1. Résultat d'exploitation (I-II)		-542 117	493 285

DIOCESAINE DE BELLEY ARS

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations	32 883	24 696
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	34 937	40 340
	Autres intérêts et produits assimilés	143 920	88 041
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	3 658	5 909
	Différences positives de change	745	422
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III		216 144	159 410
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	16 000	
	Intérêts et charges assimilées	26 740	35 441
	Différences négatives de change	1 544	938
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		44 284	36 380
2. Résultat financier (III-IV)		171 859	123 030
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		-370 257	616 315
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion	35 210	52 889
	Sur opérations en capital	606 232	994 283
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		32 559
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	641 442	1 079 732
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion	1 901	170 506
	Sur opérations en capital	520 301	218 178
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	522 202	388 685
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		119 239	691 047
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII			
Total des produits (I + III + V)		9 362 921	9 923 869
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		9 613 939	8 616 506
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-251 018	1 307 362
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			

Association Diocésaine de Belley Ars

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le
31 décembre 2024

Montants exprimés en EUR

Table des matières

1	Objet social	4
2	Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées	5
3	Périmètre des activités	6
4	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	7
4.1	Faits caractéristiques de l'exercice	7
4.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	7
5	Principes et méthodes comptables	8
5.1	Principes généraux	8
5.2	Changements de méthode comptable	8
5.3	Changements d'estimation	8
5.4	Corrections d'erreurs	8
5.5	Dérogations	8
5.6	Principales méthodes comptables	8
5.7	Méthode de globalisation	9
6	Informations relatives aux postes du bilan	10
6.1	Actif immobilisé	10
6.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	11
6.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	12
6.1.3	Mode d'amortissement	12
6.1.4	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	13
6.1.5	Informations relatives aux filiales et participations	13
6.1.6	Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP)	13
6.1.7	Prêts aux partenaires	14
6.2	Actif circulant	15
6.2.1	Stock et en cours	15
6.2.2	Créances, dont reçues par legs ou donations / dépréciations	15
6.2.3	Produits à recevoir	16
6.2.4	Valeurs mobilières de placement	16
6.3	Fonds propres	17
6.3.1	Tableau de variations des Fonds propres	17
6.3.2	Subventions d'investissement	19
6.4	Fonds reportés et dédiés	20
6.4.1	Fonds reportés liés aux legs ou donations	20
6.4.2	Fonds dédiés	21
6.5	Tableau de variation des provisions réglementées et pour risques et charges	23
6.5.1	Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés	23
6.5.2	Provisions pour pensions des prêtres retirés	23
6.6	Dettes	24
6.6.1	Emprunts et autres dettes assimilés	24
6.6.2	Dettes des legs ou donations	25
6.6.3	Précisions sur d'autres dettes	25
6.7	Etat des échéances des créances	26
7	Informations relatives au Compte de résultat	27
7.1	Produits du compte de résultat	27
7.1.1	Produit de tiers financeurs	27
7.1.2	Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges	29
7.1.3	Autres produits (d'exploitation)	29
7.2	Charges du compte de résultat	29
7.2.1	Dotations aux provisions	29

7.2.2	Autres charges	29
7.3	Résultat exceptionnel	30
7.4	Contributions et charges des contributions, volontaires en nature (pied du compte de résultat)	30
7.4.1	Contributions volontaires en nature : informations détaillées	31
8	Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants	32
8.1	Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)	32
9	Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	33
9.1	Engagements financiers donnés et reçus	33
9.1.1	Dettes garanties par des suretés réelles	33
9.2	Bail emphytéotique	33
9.3	Legs et donations	33
10	Informations relatives à l'effectif	34

1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

L'Association a pour but de subvenir aux frais et à l'entretien du culte catholique sous l'autorité de l'Evêque, en communion avec le Saint Siège, et conformément à la constitution de l'Eglise catholique.

Le fonctionnement de l'Association sera donc réglé par les présents statuts en conformité avec les lois canoniques. En cas de difficultés, le Président de l'Association aura soin d'en informer le Saint-Siège.

Par application de l'article ci-dessus, l'Association se propose, en particulier, les objets suivants :

L'acquisition ou la location et l'administration des édifices qu'elle jugera opportun d'avoir à sa disposition en vue de l'exercice public du culte catholique dans le diocèse ;

L'acquisition ou la location et l'administration des immeubles destinés au logement de l'Evêque, des bureaux de l'Evêché, des curés et des vicaires, ainsi que des prêtres âgés ou infirmes ;

Pourvoir au traitement d'activité et, éventuellement, de retraite des ecclésiastiques occupés au ministère par nomination de l'autorité compétente, ainsi qu'aux honoraires dus aux prédicateurs et aux salaires des employés de l'Eglise ;

L'acquisition ou la location et administration temporelle du Grand Séminaire, des Petits Séminaires et de leurs annexes.

2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

Un diocèse est une portion du peuple chrétien confié à un évêque. Le diocèse de Belley-Ars est le peuple chrétien qui réside dans le département de l'Ain. Il est placé sous la responsabilité pastorale de l'évêque de Belley-Ars, Mgr Pascal Roland, nommé à cette fonction par le Pape Benoît XVI le 15 juin 2012.

Pour mener à bien sa mission, Mgr Roland est assisté :

- Par des conseils (conseil presbytéral, collège des consultants, etc.) ;
- Par des prêtres (vicaire général, doyens, curés de paroisse, etc.) ;
- Par des diacres permanents ;
- Par des laïcs (économe diocésain, directeur de l'enseignement catholique, responsables de services, salariés, laïcs en mission ecclésiale, bénévoles, etc.).

Pour que la Parole de Dieu soit annoncée à tous les habitants des Pays de l'Ain, une organisation territoriale a été mise en place :

- 3 archidiaconés ;
- 10 doyennés sont sous la responsabilité de 10 doyens ;
- Une cinquantaine de groupements paroissiaux sont confiés à des curés.

Pour administrer le diocèse, Mgr Roland nomme les prêtres et les laïcs pour remplir des missions, et publie des ordonnances et des décrets qui régissent la vie de l'Eglise.

- Des services diocésains sont mis en place pour assurer la gestion du diocèse et apporter leurs compétences aux paroisses :
- Les questions économiques sont coordonnées par l'économe diocésain et ses collaborateurs.
- Les questions canoniques (mariages, baptêmes, demandes particulières...) sont prises en compte par la chancellerie du diocèse.
- D'autres services diocésains permettent d'aider les paroisses, les prêtres et les chrétiens sur les grandes missions de l'Église : Catéchèse et catéchuménat, Pastorale des jeunes, Enseignement Catholique, Pastorale de la santé, Pastorale de la famille, Art Sacré, Pèlerinages, Communication, Bibliothèque, Archives... Ces services peuvent être contactés pour apporter leur aide et leur compétence à ceux qui le demandent.
- Dans des paroisses ou des mouvements, des laïcs ont reçu une mission pastorale, au service des aumôneries, de la catéchèse, etc. Ce sont les Laïcs en Mission Ecclésiale.

Ces différents services sont hébergés à l'Evêché ou sur le site de la maison Jean-Marie Vianney.

3 Périmètre des activités

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2024 englobent :

- L'Evêché,
- Les Maisons Diocésaines suivantes :
 - Bureau Diocésain
 - Maison Jean-Marie Vianney
- Les Services Diocésains suivants :
 - Direction des Pèlerinages
 - Direction de l'Enseignement Catholique
 - Hospitalité Diocésaine
 - Cuet Accueil
 - SDPLS
 - Evangélisation
 - Service Diocésain de Formation
 - Direction des Œuvres Diocésaines
 - Service Diocésain des Vocations
 - Pastorale Familiale Diocésaine
 - Aumônerie Scolaire Diocésaine
 - Art Sacré
 - Mouvement Chrétien des Retraités (MCR)
 - La Source
 - Aumônerie des étudiants
 - Aumônerie des prisons
 - Pastorale de la Santé
 - Service Diocésain du catéchuménat
 - Diaconie
 - Pastorale des migrants
 - Aumônerie des gens du voyage
 - Service Diocésain de la Catéchèse
 - AD – Gestion locative
- Le Sanctuaire d'Ars
- L'ensemble des groupements paroissiaux

4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

4.1 Faits caractéristiques de l'exercice

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler sur l'exercice.

4.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice.

5 Principes et méthodes comptables

5.1 Principes généraux

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissements et de présentation des comptes annuels.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 (modifié par le règlement ANC 2020-08) et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

5.2 Changements de méthode comptable

Notre entité n'a effectué aucun changement de méthode ayant un impact significatif.

5.3 Changements d'estimation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

5.4 Corrections d'erreurs

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative

5.5 Dérogations

Compte tenu de leurs durées respectives, les contrats de capitalisation et bons de capitalisation sont comptabilisés au niveau des immobilisations financières. Par dérogation, les plus-values latentes portant sur ces placements sont comptabilisées chaque année au niveau des produits financiers. Parallèlement, les moins-values latentes donnent lieu à la comptabilisation d'une provision. Voir paragraphe 6.1.6.

5.6 Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

- Le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1 ;
- La comptabilisation à l'actif des coûts de développement et des frais de création de sites internet conformément aux articles 212-3 et 612-1 ;
- La comptabilisation à l'actif des droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'actif conformément aux articles 213-8, 213- 22, 221-1 et 222-1.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « optionnelles » suivantes parmi celles proposées par le règlement 2014-03 :

- L'évaluation des stocks en application de l'article 213-34 ;
- Les subventions d'investissement en application des articles 312-1.

5.7 Méthode de globalisation

La méthode suivante est retenue pour l'arrêté des comptes :

- Uniformisation des plans comptables et des méthodes au niveau de chaque service intégré ;
- Sommation des comptes de chaque service intégré ;
- Neutralisation des opérations réciproques inter-services ;
- Présentation des comptes globalisés de l'Association Diocésaine.

6 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'évènements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

Les biens et dettes reçus par legs sont comptabilisés à la date de l'acceptation du legs par l'organe habilité de l'entité ou à la date d'entrée en jouissance si celle-ci est postérieure, en l'absence de condition suspensive. En présence de conditions suspensives, la comptabilisation est différée jusqu'à la réalisation de la dernière de celles-ci.

6.1 Actif immobilisé

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'évènements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

6.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

<i>Immobilisations</i>		Valeur brut début (A)	Augmenta- tions (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement	-	-	-	-	-
	Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	263 236	21 576	-	-	284 812
Immobilisations corporelles	Terrains	3 548 940	5 654	2 271	-	3 552 323
	Constructions	35 466 571	738 807	-	-	36 205 378
	Install. tech., mat., outillage	69 370	-	-	-	69 370
	Install. générales, ag. Am. divers	277 233	-	-	-	277 233
	Matériel de transport	33 174	18 068	-	-	51 242
	Mat. bur., informatique, mobilier	4 486 659	176 566	-	-	4 663 225
	Immo. corp. en cours	921 961	380 179	562 436	-	739 704
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
	Total III	44 803 908	1 319 274	564 707	-	45 558 475
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	603 140	9 400	1	-	612 539
Immobilisations financières	Participations	4 023 630	-	-	-	4 023 630
	Créances rattachées à des part.	1 549 919	96 000	-	-	1 645 919
	Autres titres immobilisés	1 173 646	-	-	-	1 173 646
	Prêts et autres immo. financières	797 182	34 937	14 617	-	817 502
	Total IV	7 544 377	130 937	14 617	-	7 660 697
Total général		53 214 661	1 481 187	579 325	-	54 116 523

6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

<i>Immobilisations</i>		Amortisse- ments début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortisse- ments fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement	-	-	-	-
	Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles	260 455	6 879	-	267 334
	Total II				
Amortissements corporelles	Terrains	465 959	10 883	-	476 842
	Constructions	22 877 998	977 353	-	23 855 352
	Install. tech., mat., outillage	61 158	2 143	-	63 301
	Install. générales, ag. Am. divers	246 076	11 275	-	257 351
	Matériel de transport	32 899	3 035	-	35 934
	Mat. bur., informatique, mobilier	3 966 270	103 213	-	4 069 483
	Immo. grevées de droits	-	-	-	-
	Total III	27 650 360	1 107 902	-	28 758 262
Immobilisations financières Total IV		14 950	16 000	3 658	27 292
Total général		27 925 765	1 130 781	3 658	29 052 888

6.1.3 Mode d'amortissement

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	30 à 40 ans
Agencements des constructions	Linéaire	10 à 20 ans
Matériel et outillage	Linéaire	3 à 8 ans
Installations générales	Linéaire	2 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 ans
Matériel de bureau	Linéaire	4 à 5 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 7 ans

6.1.4 Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés

Les biens provenant de legs ou de donations et destinés à être cédés ne sont pas amortis. En cas de perte de valeur, la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

6.1.5 Informations relatives aux filiales et participations

Filiales (+ de 50 % capital détenu)	Capital	Quote-part %	Valeurs comptables des titres détenus		CA Hors taxes	Prêts/avances non remboursés
	Rés. et report avant affect.	Dividendes	Brute	Nette	Résultats	Cautions
SCI Lalande Alsace	249 254 €	99,39%	247 729 €		166 871 €	1 441 667 €
	- 647 906 €		247 729 €		- 145 915 €	
	Observation : données issues des comptes annuels au 31/12/2024					
SCI Jean Baptiste	3 610 000 €	99,99%	3 609 900 €		142 697 €	
	- 340 405 €		3 609 900 €		- 70 205 €	
	Observation : Données issues des comptes annuels au 31/12/2024					
EURL Giorgio Frassati	16 000 €	100%	16 000 €		24 371 €	
	- 179 801 €		0 €		- 52 854 €	
	Observation : Données issues des comptes annuels au 31/12/2024					

6.1.6 Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP)

La valorisation au 31 décembre 2024 des comptes de placements financiers à long et moyen termes a conduit à constater une hausse des produits à recevoir de 34 937 €.

Une dépréciation des titres immobilisés est constatée au 31 décembre 2024 pour 11 292 €.

Au 31/12/2024, les produits à recevoir au titre des bons et contrats de capitalisation représentent un montant cumulé de 591.610 €. Voir à ce sujet le paragraphe 5.5 relatif aux dérogations.

6.1.7 Prêts aux partenaires

Ce poste comprend le montant des fonds prêtés ou laissés temporairement par l'entité à la disposition des partenaires. Les prêts dont l'entité est susceptible de bénéficier le cas échéant de la part de partenaires sont comptabilisés en compte courant (passif).

Les partenaires sont les associations affiliées de l'entité.

6.2 Actif circulant

6.2.1 Stock et en cours

Les stocks de marchandises et de fournitures sont évalués selon la méthode FIFO.

Le coût d'achat est composé uniquement du prix d'achat.

Une provision pour dépréciation des stocks est calculée pour tenir compte des circonstances qui peuvent rendre la commercialisation de certains articles compliquée.

Catégorie de stocks	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Fournitures	1 098		1 098
Marchandises	324 430		324 430
Total	325 528		325 528

6.2.2 Créances, dont reçues par legs ou donations / dépréciations

A la date d'acceptation, les biens provenant de legs ou de donations sont comptabilisés dans le compte « Créances reçues par legs ou donations » pour les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d'OPCVM et assimilés jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert des titres.

6.2.3 Produits à recevoir

	Montant
Intérêts courus	
Immobilisations financières	591 611
Participations groupe	
Participations Hors groupe	
Clients	
Associés	
Valeurs mobilières de placements	
Autres produits	
Factures à établir	11 792
RRR à obtenir, avoirs à recevoir	
Personnel	
Sécurité sociale	
Etat	526
Divers	1 164 505
Total	1 768 434

6.2.4 Valeurs mobilières de placement

Titres	Valeur d'acquisition	Cours à la clôture de l'exercice	Plus-value latente	Moins-value latente
Livret	7 428 247	7 428 247		
Compte à terme	113 730	113 730		
Placements divers	213 147	213 147		
Total	7 755 124	7 755 124		

Les VMP font l'objet d'une évaluation à leur valeur actuelle. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. Les moins-values latentes donnent lieu à la comptabilisation d'une provision.

6.3 Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

6.3.1 Tableau de variations des Fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Variation des fonds propres		A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant
Fonds propres sans droit de reprise						
Valeur du patrimoine intégré	-					-
Fonds associatifs	-					-
Apports sans droit de reprise	-					-
Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés	-					-
Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables par l'organisme	-					-
Fonds propres statutaires	3 188 475					3 188 475
Fonds propres complémentaires	4 003 565					4 003 565
Fonds propres avec droit de reprise						
Fonds propres complémentaires	2 666 900					2 666 900
Apports avec droit de reprise	-					-
Ecart de réévaluation	-					-
Réserves	-					-
Autres réserves	571 238					571 238
Report à nouveau	14 055 955	1 307 363				15 363 318
Excédent ou déficit de l'exercice	1 307 363	-	1 307 363	251 019	-	251 019
Situation nette	25 793 496	-	-	251 019	-	25 542 477
Fonds propres consommables	-					-
Subventions d'investissement	52 305				11 651	40 653
Provisions réglementées	-					-
Total	25 845 801	-	-	251 019	11 651	25 583 131

6.3.1.1 Fonds propres sans droit de reprises

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les fondateurs, ni par les membres de l'entité, ou, s'agissant d'une fondation, de la dotation statutaire et des dotations complémentaires non consommables. Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique (l'apport à une autre entité ayant le même objet le plus fréquemment).

6.3.1.2 Tableau de variation des fonds propres avec droits de reprise

Les fonds propres avec droit de reprise correspondent à la mise à disposition conditionnelle d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité.

Ce bien est repris par l'apporteur lorsque la condition n'est plus remplie par notre entité bénéficiaire. La convention d'apport fixe les conditions (événement dont la survenance justifie la reprise du bien ou des fonds apportés tel que, par exemple, la dissolution de l'entité) et les modalités de reprise du bien (bien repris en l'état, bien repris en valeur à neuf, etc).

En fonction des modalités de reprise, notre entité enregistre le cas échéant, les charges et provisions lui permettant de remplir ses obligations découlant de cette convention.

Sauf précision particulière dans le contrat, les apports avec droits de reprise sont repris par les apporteurs dans l'état où ils se trouveront à la fin du contrat d'apport ou à la dissolution de l'association.

6.3.2 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention.

Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés.

Notre entité a choisi de reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son

octroi, seul le montant net de la subvention étant présentée au bilan (traitement comptable appliqué rétrospectivement dès le 1er exercice ouvert à compter du 1er janvier 2020 aux subventions affectées à des biens renouvelables).

Tableau des subventions d'investissements

Subventions d'investissement	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
Montant nominal	191 739			191 739
Quotes-parts virées au résultat	139 436	11 651		151 087
Montant net en fonds propres	52 305		11 651	40 654

6.4 Fonds reportés et dédiés

6.4.1 Fonds reportés liés aux legs ou donations

Les fonds sont dits « reportés » et comptabilisés en charge « reports en fonds reportés » quand l'entité n'a pas encore encaissé ou transféré à la clôture les montants correspondants, comptabilisé en produits d'exploitation au cours de l'exercice.

Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de la réalisation du legs ou de la donation, avec pour contrepartie le compte « utilisation de fonds reportés », poste « Utilisation des fonds dédiés » (et reportés) dans les Produits au compte de résultat.

	Montant total des fonds	A l'ouverture de l'exercice	Report (augmentation)	Utilisation (diminution)	Montant à la clôture de l'exercice
Legs et donations		835 227	89 951	100 068	825 110
Donations temporaires d'usufruit					
Total		835 227	89 951	100 068	825 110

6.4.2 Fonds dédiés

Les fonds dédiés sont les rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de leur utilisation avec pour contrepartie les comptes d'utilisation de fonds dédiés, poste « Utilisations des fonds dédiés » dans les Produits au compte de résultat.

Notre entité a choisi de reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, les fonds dédiés destinés à financer des immobilisations, seul le montant net des fonds dédiés étant présentée au bilan (traitement comptable appliqué rétrospectivement dès le 1er exercice ouvert à compter du 1er janvier 2020 aux fonds dédiés destinés à financer des immobilisations).

Variation des fonds dédiés issus de	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont remboursements		Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers
Subventions d'exploitation	-	-	-	-	-	-	-
Contributions financières d'autres organismes	781 531	-	37 301	-	-	744 230	-
Sanctuaire ARS – Investissements	781 531		37 301			744 230	
Evêché – Investissements	-					-	
Paroisses – Investissements	-					-	
Ressources liées à la générosité du public	3 385 996	399 255	188 123	-	-	3 597 129	-
Legs et donations	238 649		4 177			234 472	
Dons Evêché – Investissements	210 934		15 472			195 462	
Dons Evêché – Projets à réaliser	167 874	15 160				183 034	
Dons Paroisses – Investissements	335 794	120 595	30 164		12 709	438 934	
Dons Paroisses – Projets à réaliser	192 021	104 138			-	283 450	
Dons Sanctuaire d'Ars – Investissements	1 429 840		131 712		206 190	1 504 318	
Dons Sanctuaire d'Ars – Projets à réaliser	810 884	159 362	6 598		-	757 458	
Dons – Charges d'exploitations	-					-	
TOTAL	4 167 527	399 255	225 423	-	-	4 341 359	-

6.5 Tableau de variation des provisions réglementées et pour risques et charges

<i>Provisions</i>	Montant au début de l'exercice	Dotation de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provision pour indemnités de départ en retraite des laïcs	72 100	8 882	330	80 652
Provisions pour pension des prêtres retirés	2 102 673	49 348	83 530	2 068 491
Provisions pour risque – situation nette négative EURL Frassati	0	200 656		200 656
Total	2 174 773	209 208	34 182	2 349 799

6.5.1 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

La provision pour indemnité de départ en retraite a été évaluée selon la méthode des unités de crédit projetées conformément au Règlement 2013-02 de l'ANC :

- Départ volontaire à l'initiative du salarié ;
- Application des règles du droit commun ;
- Âge de départ estimé : dès que les trimestres ont été acquis et que l'âge minimum est atteint ;
- Taux d'actualisation : 3,42% ;
- Taux annuel moyen d'évolution des rémunérations fin de carrière : 1,50% ;
- Taux de rotation du personnel : faible ;
- Taux de mortalité : table de mortalité officielle ;
- Taux de charges sociales retenu : 35% non-cadres – 45% cadres.

6.5.2 Provisions pour pensions des prêtres retirés

Au moment de l'ordination d'un prêtre, l'Evêque prend l'engagement pour le diocèse de subvenir aux besoins du prêtre ordonné jusqu'à son décès.

Cette obligation résulte d'un engagement qui doit être appréhendé dans les comptes annuels.

Conformément aux préconisations de la Conférence des Evêques de France, le montant de l'engagement est calculé en tenant compte :

- du coût moyen d'un prêtre retiré,
- du nombre de prêtres du Diocèse de Belley Ars en fonction de leur situation (en activité ou retiré),

- de l'âge des prêtres à la date de clôture,
- de leur espérance de vie sur la base de la table de mortalité INED concernant les hommes célibataires,
- des dotations à réaliser dans le futur pour les prêtres en activité.

L'engagement au 31 décembre 2024, constaté sous forme de provision, s'élève à 2 068 491 €.

6.6 Dettes

6.6.1 Emprunts et autres dettes assimilés

Dettes (a)	Montant brut	Echéances à moins d'1 an	Echéance à plus d'1 an	à plus 5 ans	Echéance indéterminée
Emprunts ⁽¹⁾ et dettes auprès des établissements de crédit dont :					
— à 1 an au maximum à l'origine					
— à plus d'1 an à l'origine	1 783 094	333 509	543 554	906 031	
Emprunts et dettes financières divers ^(b)	2 020 653	1 126 189			894 464
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	191 284	191 284			
Dettes des legs ou donations	10 119	10 119			
Dettes fiscales et sociales	313 174	313 174			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	18 494	18 494			
Autres dettes	994 628	994 628			
Produits constatés d'avance	20 557	20 557			
Total	5 352 003	3 007 954	543 554	906 031	894 464

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

—

Emprunts remboursés en cours d'exercice

334 424

(a) non compris avances et acomptes recus sur commandes en cours

(b) dont :

— emprunt Maison Diocésaine	— €
— comptes de dépôts des prêtres	323 094 €
— dépôts et cautions reçus	12 496 €
— comptes d'épargne diocésains	558 874 €
	894 464 €

6.6.2 Dettes des legs ou donations

Les passifs provenant des legs ou donations sont constitués :

- Des dettes dont le défunt ne s'était pas libéré au jour de son décès ;
- Des dettes grevant le bien transférées au bénéficiaire de la donation ;
- De toutes les obligations résultant des stipulations du testateur ou du donateur que l'entité s'engage à assumer en conséquence de l'acceptation du legs ou de la donation.

Les dettes sont comptabilisées dans le compte « Dettes des legs et donations », intitulé identique à celui du poste au passif.

Les autres engagements chiffrables pris au titre des obligations le cas échéant stipulées par le testateur ou le donateur font l'objet d'une provision comptabilisée dans un compte dédié « *provision pour charges sur legs et donations* ».

6.6.3 Précisions sur d'autres dettes

6.6.3.1 Charges à payer

Libellés	Montant
Congés à payer	
Congés provisionnés	55 009
Charges sociales provisionnées	37 590
Charges fiscales provisionnées	
Intérêts courus	
Emprunts et dettes assimilées	
Dettes part. groupe	
Dettes part. hors groupe	
Dettes sociétés en participation	
Fournisseurs	
Associés	
Banques	
Concours bancaires courants	
Autres charges	
Factures à recevoir	
RRR à accorder, avoirs à établir	
Personnel	
Organismes sociaux	83 068
Autres charges fiscales	
Divers	707 954
TOTAL	883 621

6.7 Etat des échéances des créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Etat des Créances		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISE	Créances rattachées à des participations	1 645 919		1 645 919
	Prêts	166 771	9 489	157 282
	Autres	650 731		650 731
DE L'ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	131 285	131 285	
	Créances reçues par legs ou donations	157 422	157 422	
	Autres	1 961 118	1 961 118	
Charges constatées d'avance		53 070	53 070	
Total		4 766 316	2 312 384	2 453 932

7 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concernent les opérations spécifiques qui suivent :

- Produits d'exploitation : cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés ;
- Charges : aides financières, reports en fonds dédiés ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature

7.1 Produits du compte de résultat

7.1.1 Produit de tiers financeurs

7.1.1.1 Ressources liées à la générosité du public

7.1.1.1.1 Dons manuels (dont abandon de frais par les bénévoles)

Le poste « dons manuels » comprend notamment :

	2024	2023
Denier	1 644 301	1 701 068
Casuel (baptêmes, mariages, funérailles)	1 167 429	1 188 499
Quêtes paroissiales	1 167 606	1 150 200
Autres dons divers	1 329 859	1 217 318
TOTAL	5 309 196	5 257 085

7.1.1.2 Legs, donations, assurance vie

<i>Produits</i>	2024	2023
Montant perçu au titre d'assurances-vie	254 415	205 351
Montant de la rubrique de produits « Legs ou donations » définie à l'article 213-9 (1)	297 902	683 852
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0	298 750
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés		
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations	100 068	121 875

(1) Contrepartie de la comptabilisation des biens, des dettes et des provisions provenant de legs ou donations en l'absence de stipulation de testateur ou du donateur de renforcer les fonds propres.

<i>Charges</i>	2024	2023
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0	170 625
Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés		
Report en fonds reportés liés aux legs ou donations	120 087	270 475
Solde	532 298	868 729

7.1.1.2 Contributions financières

Une contribution financière reçue d'autres organismes est considérée comme un produit non lié à la générosité du public sauf si, par exemple, une convention prévoit qu'une entité tierce reverse une quote-part de générosité du public de cette entité, auquel cas cette quote-part sera considérée comme des produits de la générosité du public.

Une contribution financière est un soutien facultatif octroyé par une autre entité. Ces contributions ne constituent pas la rémunération de prestations ou de fourniture de biens.

Les contributions financières ainsi définies sont comptabilisées à la signature de la convention d'octroi dans un compte de produits :

- D'exploitation si elles correspondent à une ressource relevant de l'activité courante de l'entité ;
- Exceptionnels si elles ne relèvent pas de l'activité courante de l'entité.

7.1.2 Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges

Reprises :

Sur provisions pour risques et charges : 212 932 €

Transferts de charges :

	2024	2023
Remboursement de salaires des Laïcs	126 547	116 516
Forfait logement des prêtres	60 491	61 887
Cotisations sociales prêtres en activité hors diocèse	269 609	250 073
Remboursement de cotisations mutuelles	90 872	90 459
Autres transferts de charges	32 594	28 162
TOTAL	580 113	547 097

7.1.3 Autres produits (d'exploitation)

	2024	2023
Kermesses et manifestations paroisses	101 396	112 848
Autres produits	264 874	298 861
TOTAL	366 270	411 709

7.2 Charges du compte de résultat

7.2.1 Dotations aux provisions

- Dotations sur provisions pour risques et charges : 200 656 €
- Dotations sur provisions pour prêtres retirés : 49 348 €
- Dotations sur provisions pour indemnités départ en retraite : 8 882 €

7.2.2 Autres charges

Charges afférentes à des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés : 60 098 €.

7.3 Résultat exceptionnel

	2024	2023
Legs, donations, successions, dons, souscriptions	-	-
Plus ou moins-values/cessions d'actifs	2 678	541 726
Provision/compensation amortisss (Ars)	-	-
Dons exceptionnels	16 565	4 126
Remboursement assurance / sinistre	4 100	9 133
Contribution Fondation Nationale pour le Clergé	-	225 000
Contribution Ass. Bresse et Bugey	-	-
UADF Aide Diocèse en difficultés	-	-
Quote-part subventions inv. Virée au résultat	11 651	11 651
Reprise provision / risque exceptionnel	-	32 559
Provisions exceptionnelles	-	-
Charges et produits sur exercices antérieurs	14 545	6 406
Autres éléments exceptionnels	69 700	- 139 554
TOTAL	119 239	691 047

Pour mémoire, notre entité comptabilise les legs et donations en résultat d'exploitation depuis le 1^{er} janvier 2020 conformément au règlement comptable ANC 2018-06.

7.4 Contributions et charges des contributions, volontaires en nature (pied du compte de résultat)

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services.

Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire.

- Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts.

- Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature.
- Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

La valorisation des apports de biens ou autres services se fait par référence au coût réel comme la valeur locative des mises à disposition de locaux.

Notre entité a décidé de ne pas comptabiliser certaines contributions volontaires en nature pour les raisons suivantes :

- La présentation des contributions volontaires en nature n'est pas compatible avec son objet ou ses principes de fonctionnement ;
- La valorisation des biens mis à disposition est trop complexe.

7.4.1 Contributions volontaires en nature : informations détaillées

7.4.1.1 Mise à disposition de biens immobiliers

L'Association Diocésaine de Belley-Ars bénéficie de la part de tiers divers (Etat, communes, etc.) de la mise à disposition gracieuse de nombreux locaux nécessaires à son fonctionnement : églises, cures, salles paroissiales, etc. Cette mise à disposition n'est pas valorisée, ni comptabilisée.

En contrepartie de ces mises à disposition, l'association finance tout ou partie des travaux et frais d'entretien.

7.4.1.2 Bénévolat

Le fonctionnement courant de l'association repose en partie sur de nombreux bénévoles apportant leur concours à titre gracieux dans des tâches diverses et variées, tant au niveau de l'Evêché que des Paroisses, des services diocésains et du Sanctuaire d'Ars (administratifs, catéchistes, organistes, gardiens, membres d'équipes de préparation au mariage et au baptême, etc.).

Les missions bénévoles réalisées en Eglise résultent du statut de baptisé qu'elles ne font que traduire en actes.

En conséquence, ces missions ne sont ni valorisées, ni comptabilisées dans les comptes de l'Association.

8 Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants

8.1 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

Le montant total des « *rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature* » s'est élevé à 0 € en 2024.

Ce montant est en pratique communiqué ici bien que son information soit normalement prévue dans le « *compte financier* » par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative « *à l'engagement éducatif* ».

9 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

9.1 Engagements financiers donnés et reçus

9.1.1 Dettes garanties par des suretés réelles

Dettes	Engagements donnés	Montants
Emprunt CIC 320 K€ - 2010	Privilège de prêteur de deniers + Hypothèque / Cure St Didier	25 363
Emprunt CACE 1.090 K€ - 2010	Hypothèque conventionnelle (garantie commune avec l'emprunt LCL) sur tènement immobilier situé au 27 et 29 rue Nodet à Bourg	84 859
Emprunt LCL 1.090 K€ - 2010	Hypothèque conventionnelle (garantie commune avec l'emprunt CACE) sur tènement immobilier situé au 27 et 29 rue Nodet à Bourg	92 049
Emprunt CIC Travaux artemare - 2015	Nantissement CATIP Entreprise 3 ans	0
Emprunt CIC Providence Ars - 2016	Privilège de prêteur de deniers + Hypothèque conventionnelle sur tènement immobilier Providence à Ars	312 576
Emprunt CIC Travaux Lagnieu - 2016	Nantissement Compte Evolutif CIC	23 793
Emprunt SG Maison Diocésaine 1 200 K€ - 2020	Hypothèque sur tènement immobilier situé Rue Molière à Bourg + Nantissement compte à terme détenu	1 106 636
TOTAL		1 645 276

9.2 Bail emphytéotique

Le 20 décembre 2016, l'Association Diocésaine de Belley-Ars a donné la maison St Anthelme située à Belley, à bail emphytéotique à l'Association des Amis du Grand Séminaire de Belley, et ce pour une durée de CINQUANTE (50) ans ayant commencé à courir le 21 décembre 2016. Auparavant, cette maison était mise à disposition gratuitement à l'Association des Amis du Grand Séminaire de Belley. Le 26 août 2019, il a été procédé à la résiliation amiable du bail emphytéotique sans indemnité de résiliation.

L'Association Diocésaine de Belley-Ars est devenue propriétaire des travaux et améliorations apportés par l'Association des Amis du Grand Séminaire de Belley.

Au 31 décembre 2024, les aménagements n'ont pas été intégrés dans les comptes de l'Association Diocésaine de Belley-Ars faute d'information précise.

9.3 Legs et donations

Au 31 décembre 2024, certains legs acceptés ne figurent pas au bilan, faute d'informations précises obtenues de la part des exécuteurs testamentaires.

10 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié (en équivalent temps-plein) se décompose ainsi, par catégorie :

	Personnel salarié
Cadres	2
Agents de maîtrise et Techniciens	
Employés	25
Ouvriers	
Total	27